

SÉNAT DE BELGIQUE.

SESSION DE 1878-1879.

Premier Feuilleton des Pétitions.

M. FRANÇOIS DOLEZ, 1^{er} Rapporteur.

N^o 1. — Des membres de la Société commerciale, industrielle et maritime d'Anvers présentent des observations sur le Projet de Loi ayant pour but de fixer la responsabilité des administrations des chemins de fer en matière de transports.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

N^o 2. — Le sieur J. Verstraete, négociant et banquier, domicilié à Gand, se plaint des agissements de M. le Procureur général Wurth à son égard.

Conclusions du rapport. — Ordre du jour.

N^o 3. — Des membres de l'administration communale d'Acoz prient le Sénat de faire annuler un arrêté de la Députation permanente du Conseil provincial du Hainaut, portant nomination du sieur Daffé en qualité de receveur de cette commune.

Cette pétition étant devenue sans objet, la Commission propose l'ordre du jour.

N^o 4. — Le comte Van der Meere et de Cruyshautem, condamné politique, demande à être amnistié.

Conclusions du rapport. — Ordre du jour.

N^o 5. — Le sieur Constant Sindie, de Marchienne-au-Pont, proteste contre un jugement qui l'a condamné à la prison, parce que, d'après lui, il aurait voulu rechercher l'auteur ou les auteurs de la mort d'un sieur Closon, assassiné en 1874.

Conclusions du rapport. — Ordre du jour.

N^o 6. — Par diverses pétitions adressées au Sénat dans le courant de l'année 1879, les Conseils communaux de Herquegies, Moustier, Frasnes lez-Buissenal, Hacquegnies et Beclers, les comités cantonaux de Lens, Chièvres, Celles, Templeuve, Antoing et Ath demandent que l'on majore le crédit en faveur de la voirie vicinale.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N^o 7. — Des habitants d'Anvers prient la Législature de vouloir bien combler certaines lacunes qu'ils signalent dans le Projet de Loi portant modifications à la loi sur la chasse du 26 février 1846.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

M. PIGEOLET, 2^e Rapporteur.

N^o 8. — Des membres de la Société de médecine vétérinaire du Brabant et l'Association médicale-vétérinaire d'Anvers demandent que le Sénat vote, dans la présente session, le Projet de Loi sur la police sanitaire.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N^o 9. — Le Conseil communal de Liège demande la revision de l'article 7 de la loi du 15 juillet 1849 qui met à la charge des villes les dépenses relatives à l'amélioration et à l'entretien des bâtiments affectés aux universités.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction publique.

N^o 10. — Des habitants de Deurne lez-Anvers, des hameaux de Boterlaer et d'Exterlaar, ainsi que le sieur Sarens, de Deurne, demandent que les servitudes militaires qui existent sur leurs propriétés soient abolies ou modifiées.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

N^o 11. — L'épouse Henri Gram, née Joséphine Brasseur, se plaint d'avoir été conduite arbitrairement à Gheel.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

N^o 12. — Le sieur Terbal demande que les bibliothèques des universités de l'État soient accessibles en tout temps au public.

Conclusions du rapport — Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction publique.

M. TERCELIN, 3^e Rapporteur.

N^o 13. — Le sieur H. de Back, ingénieur civil à Nimy, demande qu'il soit donné suite à son projet de canal maritime destiné à relier à la mer les trois bassins houillers du Hainaut.

Conclusions du rapport. — Ordre du jour.

N^o 14. — Le Conseil communal d'Anvers déclare donner son adhésion aux diverses pétitions adressées au Sénat en vue d'obtenir l'élargissement du canal de Charleroi à Bruxelles et la jonction du canal de Mons à Condé avec celui de Charleroi à Bruxelles.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

N^o 15. — Quelques obligataires de certaines Compagnies du réseau des Flandres reprises par l'État demandent que le Gouvernement paye l'intérêt de leurs titres en attendant que la répartition des sommes dues par l'État puisse s'effectuer.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

N^o 16. — Le sieur Pascal Koch, de Verviers, prie le Sénat de le faire autoriser à prendre, à l'aide de la glu, les oiseaux de passage à gros bec.

Conclusions du rapport. — Ordre du jour.

N^o 17. — Le Conseil communal de Molenbeek-St-Jean demande que le Sénat use de son influence pour obtenir du Gouvernement : 1^o la présentation d'un projet de loi décrétant un chemin de fer de Bruxelles (Ouest) à Lessines ; 2^o le maintien du tracé primitif des lignes de Termonde et d'Anvers par Wolverthem-Wemmel, avec gare d'accès à Molenbeek-St-Jean.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

N° 18. — Le sieur Vandevelde, instituteur à Biervelde, demande que l'impôt sur le tabac soit doublé et même triplé.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

N° 19. — La Chambre de commerce de Liège présente des observations sur l'interprétation à donner à l'article 443 du Code de commerce. Elle demande que les listes des effets protestés, déposées aux greffes des tribunaux de commerce, soient publiées au *Moniteur*.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

N° 20. — Le sieur Louis De Brauwere, de Malines, demande qu'à l'avenir l'Etat, lorsqu'il voudra reprendre l'exploitation de lignes de chemins de fer, traite directement avec les porteurs d'obligations de ces lignes et que l'échange des obligations contre du 4 p. c. belge soit admis dans toutes les agences de la Banque Nationale

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

N° 21. — Le Conseil communal et un grand nombre d'habitants de Dottignies demandent que le tracé de la ligne du chemin de fer d'Avelghem à la frontière française, avec station à Dottignies, ne soit pas modifié.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

N° 22. — Par pétitions portant diverses dates, le sieur De Kerf, ancien commissaire de police à Binche, se plaint d'avoir été révoqué injustement.

Conclusions du rapport. — Ordre du jour.

N° 23. — Des membres de l'Union des ingénieurs sortis des écoles spéciales de Louvain et des industriels signalent au Sénat deux moyens de venir en aide au commerce et à l'industrie du pays : la réorganisation du corps consulaire et la création de comptoirs de commerce à l'étranger commandités par l'Etat.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre des Affaires étrangères.

M. LE BARON DE WOELMONT, 4^e Rapporteur.

N° 24. — Un grand nombre d'habitants du canton de Brée demandent la construction d'un chemin de fer, embranchement d'Asch à Brée, pour être relié plus tard, à Neerpelt, au chemin de fer d'Anvers-Gladbach.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

N° 25. — Le sieur Pauwels (Pierre), ancien préposé des douanes, se plaint d'avoir été mis à la retraite avant l'âge légal et demande à être indemnisé de ce chef

Conclusions du rapport. — Ordre du jour.

N° 26. — La dame Marie Van Bunnan, de Bruges, se plaint itérativement d'un déni de justice.

Conclusions du rapport. — Ordre du jour.

N° 27. — Le sieur Charles-Ignace Masschelein, brigadier des douanes pensionné, prie le Sénat de vouloir bien le faire mettre au nombre des combattants de 1830 qui recevront la croix commémorative.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N° 28. — Le Conseil communal de Hoogstraeten et le Comice agricole du canton de Hoogstraeten sollicitent l'intervention du Sénat pour obtenir la prochaine exécution du chemin de fer d'Anvers à Tilbourg avec embranchement de Hoogstraeten à Turnhout.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

N° 29. — Des cultivateurs-propriétaires, à Zonder-Eygen, demandent que le chemin de fer projeté d'Anvers vers la ligne de Turnhout-Tilbourg passe par la vallée de la Marck vers le pont de Papenvoort, pour aboutir à la station frontière de Weelde-Merxplas.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

N° 30. — Les Administrations communales de Synghem et de Heurne se plaignent des dégâts causés dans ces localités par les inondations de l'Escaut et demandent que l'on prenne des mesures pour remédier à cet état de choses.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

N° 31. — L'Association des Secrétaires communaux de l'arrondissement d'Anvers et les secrétaires communaux de Peer, de Grand-Brogel, de Petit-Brogel, d'Exel, de Helchteren, de Hechtel et de Lommel demandent que la position des secrétaires communaux soit améliorée.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

M. LE BARON T'KINT DE ROODENBEKE, 5° Rapporteur.

N° 32. — Par diverses requêtes, les commissaires de police et d'autres fonctionnaires de la police de Louvain, Tirlemont, Diest, Nivelles, Jodoigne, Wavre, Hal, Molenbeek-St-Jean, Vilvorde, Dixmude, etc., etc., demandent que leur position soit améliorée et que leur affiliation à la caisse de prévoyance des secrétaires communaux soit réglée par une loi.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N° 33. — Des membres de l'Union syndicale de Bruges réclament l'exécution du projet de M. l'ingénieur de Maere-Limnander d'ouvrir une communication de Bruges à la mer.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

N° 34. — Le sieur Joye, ancien instituteur communal à Wilskerke, demande un secours pécuniaire.

Conclusion du rapport. — Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction publique.

N° 35. — La veuve Roger, née Dartevelle, à Peissant, réclame l'intervention du Sénat pour obtenir de l'administration communale de Peissant une pension en faveur de son fils, devenu aveugle par suite de l'explosion de pièces d'artifices dans une fête communale.

Conclusions du rapport. — Ordre du jour.

N° 36. — Le sieur Cousin, sous-instituteur communal à Ploegsteert, demande qu'il soit organisé, pendant les vacances de septembre, un cours de chimie agricole à l'institut de Gembloux et qu'on accorde une indemnité pour frais de séjour à ceux qui suivront ce cours.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction publique.

N° 37. — Le sieur Hayne, à Ixelles, se plaint de ce que les travaux de sculpture des monuments publics les plus importants sont confiés, sans adjudication, à un Français et demande qu'on ait recours à l'adjudication publique.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

N° 38. — L'Administration communale de Termonde, appuyant une requête adressée aux Chambres législatives par un grand nombre d'habitants de cette

localité, réclame l'éloignement du cordon de fortifications qui enserre cette ville et la suppression des dépôts de poudre qui s'y trouvent.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

M. ORBAN DE XIVRY, 6^e Rapporteur.

N^o 39. — L'Administration communale de Bastogne proteste contre la convention conclue entre le Gouvernement belge et celui du Grand-Duché de Luxembourg, relativement à la construction du chemin de fer de Bastogne à Wiltz.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

N^o 40. — La Chambre de commerce de Liège appelle l'attention du Sénat sur le fait du rétablissement indirect des droits d'octroi opéré par l'Administration communale de Liège sur la viande de boucherie, à l'aide de droits d'expertise et d'abatage.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N^o 41. — Le Conseil communal de Beauraing prie la Législature d'augmenter le nombre des écoles moyennes et d'en instituer une dans cette commune. Dans cette éventualité, l'Administration communale s'engagerait à mettre à la disposition du Gouvernement les locaux et le mobilier nécessaires à cet établissement et à pourvoir à son entretien.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction publique.

N^o 42. — Le sieur Pin demande le transfert de l'administration forestière au Ministère de l'Intérieur.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

N^o 43. — Le sieur Lienard, de Schooten, demande l'entrée gratuite dans toutes les écoles subsidiées par l'Etat, pour les enfants des fonctionnaires des ponts et chaussées, dont le traitement est inférieur à 1200 francs; il réclame, en outre, une augmentation de traitement pour ces fonctionnaires ainsi qu'une modification à la loi pour leur mise à la retraite.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.